

28.09.2012 - 14:49 Uhr

Réforme fiscale écologique : il faut stopper la marche

Bern (ots) -

L'Association suisse des transports routiers ASTAG salue le fait, que dans un premier temps, le Conseil fédéral ait rejeté la réforme fiscale écologique. Avec ce renchérissement incitatif artificiel des carburants qui passeraient de 2,73 à 5 francs d'ici à 2050, le gouvernement serait devenu le fossoyeur de l'économie suisse. «Ce serait un suicide économique à tempérament», critique le président central de l'ASTAG Adrian Amstutz. Les experts prévoient de toute manière une augmentation des prix des énergies. Et afin de conserver la compétitivité de la Suisse, des milliers d'emplois et la prospérité, le Conseil fédéral sera bien inspiré de rechercher des allègements au lieu de mettre sur pied une monstrueuse «machinerie de redistribution au nom de l'écologie». C'est pourquoi il faut stopper la marche.

5 francs au lieu des 2 francs actuels - tel serait le prix du diesel (et également de l'essence) en 2050 si les plans de quelques membres du Conseil fédéral venaient à se réaliser. Le renchérissement des taxes sur les carburants lié à la réforme fiscale écologique en discussion pour 2020 n'est acceptable ni pour la branche des transports, ni pour la population. Tous les ménages suisses n'ont pas le salaire d'un conseiller fédéral a critiqué le président central de l'ASTAG Adrian Amstutz.

Si le Conseil fédéral avait effectivement appliqué le concept en l'état, cela se serait apparenté à un «suicide économique à tempérament et seuls les riches auraient encore pu rouler en voiture», affirme Amstutz, sachant que les experts prévoient que les prix des énergies augmenteront de toute manière à l'avenir. Avec un renchérissement incitatif artificiel des prix des carburants, la Suisse se mettrait elle-même hors-jeu à moyen terme, estime Amstutz.

Et le fait qu'il est prévu de rétrocéder les montants perçus n'y change rien. «Ces allègements promis ne sont que de la poudre aux yeux», affirme le président central de l'ASTAG qui met en doute les promesses du gouvernement suisse rappelant ainsi les promesses rompues en matière de rétrocession de la taxe CO2. Avec cette réforme fiscale écologique, la Suisse ne ferait en fait rien d'autre que d'ériger une monstrueuse «machinerie de redistribution.»

Pour l'ASTAG il est donc bien clair que la marche décidée par le Conseil fédéral doit immédiatement être stoppée, sinon la Suisse se mettra elle-même hors-jeu. «Avec cette réforme fiscale écologique, la compétitivité de notre pays pauvre en matières premières serait anéantie et on serait confronté à une société à deux vitesses, selon Amstutz.

Contact:

ASTAG Association suisse des transports routiers
André Kirchhofer
031 370 85 21

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001880/100725730> abgerufen werden.